



Visit of a Rumanian Delegation in France from 20 to March 22, 2007

Since the beginning of 1990 the UIHJ undertook a vast action aiming at creating an occupation of "European" judicial officers inspired by the system in force in France and in the Benelux countries.

To Promote the Rules Aiming at Harmonizing the Enforcement Procedures

Since then, all the Central and Eastern Europe States, as well as the Baltic States adopted, without restriction, this French model, so that our profession harmonized itself according to the rules which control the applicable statute in France.

From now on the UIHJ wishes to promote rules in support of a harmonization of enforcement procedures (enforcement does not concern the Community field) in particular by creating a movement in favor of the blossoming of a European right of enforcement.

Within this framework, a delegation consisting of the director of the professions at the ministry for justice, of three professors at Law (amongst whom the Dean of the Faculty of Law of Bucharest), two deputies and two judicial officers was greeted in France.

A Specific Interest for the French System

The delegation was received on March 20, 2007 at the national Chamber of the judicial officers of France. President Isnard also went to Paris to greet and meet the delegation. After a visit of the premises, the Guarantee Fund and the National School of Procedure were presented by Marion Thibaut

and Abel-Didier Pansard, respectively director and president. In the afternoon, the delegation went to Versailles to visit the office of our fellow-member Mathieu Chardon, 1st secretary of the UIHJ.

On March 21, during a working session at the head office of the CNHJ, Serge Guinchard, professor at the Pantheon-Assas University, with Françoise Andrieux and Patrick Safar, judicial officers, presented the civil enforcement procedures. The debates concerned French legislation, the enforcement on intangible goods, the seizure of bank accounts and eviction. The afternoon was devoted to the role of the judge, the judicial officer and the State during enforcement.

In the morning of March 22, Thierry Guinot and Patrice Nocquet, judicial officers in Paris, mentioned the question of the statute of the judicial officer, his quality as a public and ministerial officer, and his monopolistic and non monopolistic activities. The debates were then relating to the relations between the CNHJ and the ministry for Justice.

The delegation expressed its interest for the system in force in France by the number of questions asked and its great knowledge of the French legislation.



Jacques Isnard avec Adela Mitrea, directrice des professions judiciaires au ministère de la justice de Roumanie — Jacques Isnard with Adela Mitrea, Director of the Judicial Professions at the Ministry of Justice of Romania

Italie : un nouvel espoir ?

Le 5 janvier 2007, une délégation d'huissiers de justice italiens s'est rendue à Paris pour une réunion d'information avec le président de l'UIHJ.

Des avancées

Nous étions sans nouvelles de nos amis italiens depuis près de deux ans. A l'occasion de la nouvelle année, il était salutaire de renouer les contacts avec les Ufficiali Giudiziari de ce grand pays.

A la demande du président Isnard, une délégation d'huissiers de justice italiens s'est rendue au siège de l'UIHJ pour une réunion d'information sur la situation en Italie. La délégation se composait de quatre confrères italiens : Arcangelo d'Aurora, huissier de justice à Cesena, Andrea Mascioli, huissier de justice à Tivoli, Irene Maialetti, huissier de justice à Tivoli et Adele Carrera, huissier de justice à Rome, dans le cadre des travaux menés par le Comité de l'UIHJ. L'UIHJ était représentée par son président, Jacques Isnard, assisté de son secrétaire général, René Duperray, de son premier secrétaire, Mathieu Chardon, et de l'une de ses membres française, Rose-Marie Bruno.

La délégation italienne avec les représentants de l'UIHJ — The Italian Delegation with the representatives of UIHJ





Arcangelo d'Aurora et Andrea Mascioli ont dressé un tableau de la situation de nos confrères en Italie. Globalement celle-ci s'est améliorée par rapport à l'an passé. Une convention a été conclue avec la poste italienne pour les notifications des actes. Le président du Conseil a indiqué dans son discours du 28 décembre 2006 qu'il entendait réformer la justice. Les professions libérales et les ordres professionnels seraient inclus dans les travaux. Déjà, une réforme du Code de procédure civile est entrée en vigueur et a conféré de nouvelles prérogatives aux huissiers de justice, synthétisées dans le nouvel article 492 du Code de procédure civile. Cet article permet à nos confrères :

- un accès aux registres de l'état civil pour la recherche du patrimoine du débiteur ;
- l'évaluation pécuniaire des biens saisis et l'opportunité de procéder à des saisies en vue du recouvrement de la créance, avec possibilité en cas d'insuffisance de biens saisis de demander au débiteur d'établir une déclaration de patrimoine, sanctionnée pénalement en cas de refus ;
- de procéder à des enquêtes sur les écritures comptables passées par les débiteurs ;
- d'être désignés en qualité d'experts pour l'examen des écritures comptables et en cas de liquidation des biens des débiteurs.

M. d'Aurora est d'ailleurs l'auteur d'un important ouvrage de commentaires sur cette réforme (voir le site : <http://www.auge.it/>).

Des réformes et des opposants

Dans le cadre des réformes envisagées, il est également fait mention d'une proposition visant à instaurer un système d'huissiers de justice libéraux. On sait que nos confrères italiens, à l'instar des Autrichiens, sont les plus mal lotis dans l'Union européenne. La plupart des Etats ont mis en place un système d'huissiers de justice de libéraux. Ce projet, s'il venait à prospérer, permettrait à nos confrères d'exercer, comme leurs homologues français, belges, néerlandais, polonais, hongrois, roumains, etc., dans des conditions leur assurant une efficacité optimale de leur travail. Il serait question de créer un système où

cohabiteraient huissiers de justice fonctionnaires et libéraux. C'est d'ailleurs ce système qui a été mis en place en Bulgarie depuis maintenant près d'un an. Les citoyens bulgares ont rapidement choisis. Ils confient massivement les dossiers d'exécution aux huissiers de justice libéraux, faisant la preuve éclatante de la supériorité naturelle de ce système.

Malheureusement, les réticences sont encore nombreuses. Devant les problèmes économiques que connaît l'Italie, certains avocats préfèrent la sécurité de l'emploi à la précarité de cette profession (l'Italie compte environ 170 000 avocats) et postulent pour devenir huissiers de justice. Les opposants à la libéralisation de la profession (dont des syndicats et des huissiers de justice eux-mêmes) craignent que, devenu libéral, l'huissier de justice n'ait pas suffisamment d'activités pour lui garantir une sécurité économique.

Un nouvel espoir

Les membres de la délégation ont également indiqué qu'ils étaient de fervents partisans de la profession d'huissier de justice à statut libéral pour leur pays et oeuvraient dans ce sens, notamment au moyen de contacts pris avec des représentants du Gouvernement.

Le président Isnard s'est déclaré très intéressé par les déclarations des membres de la délégation italienne. Il leur a souhaité bonne chance en les assurant du soutien de l'UIHJ dans leurs travaux pour la promotion de l'huissier de justice libéral en Italie.

« L'Italie est un grand pays et elle est membre fondateur de l'UIHJ, a indiqué Jacques Isnard. Il y a quelques mois, j'avais dressé un historique des relations entre l'UIHJ et l'Italie. Je ne peux que déplorer cette situation bloquée car ce sont finalement les citoyens italiens et les opérateurs économiques qui en pâtissent les premiers. Nous sommes intervenus à de très nombreuses reprises pour essayer de faire avancer les choses, sans aucun succès. Je suis très heureux de cette nouvelle prise de contact et des avancées que vous m'avez présentées. Elles constituent sans doute un nouvel espoir pour la profession en Italie. »

Italy: a New Hope?

On January 5, 2007, a delegation of Italian judicial officers went to Paris for a meeting with the president of the UIHJ.

Projections

We were without news of our Italian friends since nearly two years. At the time of the new Year, it was salutary to renew the contacts with Ufficiali Giudiziari of this vast country.

At the request of president Isnard, a delegation of Italian judicial officers went to the head office of the UIHJ for a meeting on the situation in Italy. The delegation was composed of four Italian fellow-members: Arcangelo d'Aurora, judicial officer in Cesena, Andrea Mascioli, judicial officer in Tivoli, Irene Maialetti, judicial officer in Tivoli and Adele

Carrera, judicial officer in Rome, within the framework of the work undertaken by the Committee of the UIHJ. The UIHJ was represented by its president, Jacques Isnard, assisted by his secretary-general, Rene Duperray, of its first secretary, Mathieu Chardon, and of the one of its members, Rose-Marie Bruno.

Arcangelo d'Aurora and Andrea Mascioli drew up a report of the situation of our fellow-members in Italy. Broadly the situation has improved compared to the last year. A convention was concluded with the Italian post office for the notifications of documents. The president of the Council indicated in his speech of December 28, 2006 that he intended to reform justice. The liberal professions and the professional orders would be included in the works. Already, a reform of the Code of civil procedure came into effect and conferred new prerogatives to the judicial officers, synthesised in the new article

492 of the Code of civil procedure. This article allows our fellow-members:

- an access to the registers of the marital status for the research of assets of the debtor;
 - the pecuniary evaluation of the seized goods and advisability of carrying out seizures for the recovery of debt, with the possibility in the event of insufficiency of goods seized to ask the debtor to draw up a declaration of assets, with penal sanctions in the event of refusal;
 - to proceed to investigations into the accountancy of debtors;
 - to be appointed in the capacity as experts for the examination of accountancy of debtors and in the event of liquidation of the goods of the debtors.
- Besides, Mr. d'Aurora is the author of an important work of comments on this reform (see the site: <http://www.auge.it/>).



Reforms and Opponents

Within the framework of the considered reforms, it is also mentioned a proposal aiming at founding a system of liberal judicial officers. It is known that our Italian fellow-members, like the Austrians, are in the least favourable position within the European Union. The majority of the States set up a system of liberals judicial officers. This project, if it had suddenly thrived, would make it possible for our fellow-members to exert, like their French, Belgian, Dutch, Polish, Hungarian, Rumanian, etc., counterparts under conditions ensuring to them an optimal effectiveness of their work. There are talks of creating a system where judicial officers both civil servants and liberals would cohabit. It is besides this system which was set up in Bulgaria for nearly one year now. The Bulgarian citizens quickly chose. They massively entrust the files of execution to the liberal judicial officers, being the bright proof of the natural superiority of this system.

Unfortunately, the reserves are still numerous. In front of the economic problems that Italy knows, certain lawyers prefer the job security to the precariousness of this profession (Italy counts approximately 170,000 lawyers) and postulate to become judicial officers. The opponents to the liberalization of the profession (amongst who are trade unions and judicial officers themselves) fear that, once liberal, the judicial officer will not have sufficient activities to guaranty their economic security.

A New Hope

The members of the delegation also indicated that they were enthusiastic partisans of the occupation of judicial officer with a liberal statute for their country and worked in this direction, in particular by means of contacts made with representatives of the Government.

President Isnard declared very interested by the declarations of the members of the Italian delegation. He wished them good luck by ensuring them of the support of the UIHJ in their work for the promotion of the liberal judicial officer in Italy.

"Italy is a large country and it is a founder member of the UIHJ, indicated Jacques Isnard. A few months ago, I had drawn up a history of the relations between the UIHJ and Italy. I can only deplore this blocked situation because finally it is the Italian citizens and the economic operators who first suffer from it. We intervened in many ways to try to make things change, without any success. I am very happy of this new projection and of the contacts that you presented to me. They undoubtedly constitute a new hope for the profession in Italy".

De G. à D. : Arcangelo d'Aurora, président de l'Association des Ufficiali Giudiziari européens, Andrea Mascioli, Irene Maialetti, Adele Carrera, membres de l'Association — From L. to R.: Arcangelo d'Aurora, President of the Association of European Ufficiali Giudiziari, Andrea Mascioli, Irene Maialetti, Adele Carrera, Members of the Association



Jacques Isnard, Rose-Marie Bruno

Les huissiers de justice lettons face aux enjeux européens

Une délégation de l'UIHJ a participé les 4 et 5 octobre 2006 à Riga à un séminaire international organisé par le Conseil national des huissiers de justice de Lettonie sur le thème du rôle des huissiers de justice dans un Etat démocratique

Une situation jugée sérieuse

Ce séminaire intervient à un moment particulièrement important pour les huissiers de justice lettons. Des élections approchent et, à cette occasion, certains politiciens n'hésitent pas à mettre en cause le système de l'exécution forcée en Lettonie. Pourtant, en rejoignant l'Union européenne, la Lettonie s'est dotée d'un corps d'huissiers de justice libéraux, à l'instar de la grande majorité des pays de l'UE. Afin d'y voir plus clair et d'engager un débat avec les autorités, Andris Spore, président du Conseil national des huissiers de justice de Lettonie, qui juge les critiques infondées, a décidé d'organiser ce séminaire international afin de traiter de l'actualité à l'aune des différents modèles d'huissiers de justice en Europe.

Jugeant la situation sérieuse, le bureau de l'UIHJ avait décidé d'envoyer ses plus hautes instances en la personne de son président, Jacques Isnard, de son 1er vice-président, Leo Netten, et de l'un de ces vice-présidents, Roger Dujardin. La délégation était complétée par le 1er secrétaire de l'UIHJ, Mathieu Chardon, et par Nicola Hesslén, secrétaire permanente pour les pays scandinaves.

Le séminaire était précédé d'une réunion au ministère de la Justice où la délégation de l'UIHJ a pu rencontrer les autorités lettones et notamment Kaspars Berkis, secrétaire d'Etat à la Justice.

Des normes professionnelles pour les huissiers de justice

Le jour du séminaire, une centaine de participants étaient présents, pour la plupart des huissiers de justice lettons, venus massivement. Des représentants des délégations d'huissiers de justice des pays voi-